

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C — 2003/00902]

24 DECEMBRE 2003. — Circulaire ministérielle GPI 41 : directives complémentaires concernant l'évaluation de certains mandataires

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,
 A Madame le Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,
 A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
 A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,
 A Mesdames et Messieurs les Chefs de Corps de la police locale,
 A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,
 A Monsieur l'Inspecteur général de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale,

Pour information :

A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,
 A Monsieur le Président de la Commission permanente de la police locale,
 A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'Arrondissement,
 Madame, Monsieur le Gouverneur,
 Madame, Monsieur le Bourgmestre,
 Madame, Monsieur le Président,
 Madame, Monsieur le Chef de Corps,
 Monsieur le Commissaire général,
 Monsieur l'Inspecteur général,
 Mesdames et Messieurs,

1. Rétroactes

Les « primo-nominations » basées sur l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, et sur l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale, sont à quelques exceptions près maintenant derrière nous.

L'imminence de la prochaine étape importante, soit l'évaluation intermédiaire qui doit avoir lieu à la fin de la troisième année d'exercice du mandat (voyez infra), impose de donner sans tarder des directives afin de mettre en place une procédure transparente et uniforme, de sorte que chaque mandataire soit évalué de manière identique.

C'est l'unique objet de la présente circulaire. La situation « en régime » fera l'objet de directives ultérieures.

2. Bases légales et réglementaires

En ce qui concerne la problématique abordée ici, les textes légaux et réglementaires suivants présentent un intérêt certain :

— Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en particulier les articles 48, 49, 51, et 107 (« LPI » - STS/ST2);

— Loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, en particulier l'article 33 (« LSW » - STS/ST3);

— Arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;

— Arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale;

FEDERALE OVERHEIDS DIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C — 2003/00902]

24 DECEMBER 2003. — Ministeriële omzendbrief GPI 41 : nadere richtlijnen inzake de evaluatie van bepaalde mandaathouders

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,
 Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,
 Aan de Dames en Heren Burgemeesters,
 Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,
 Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,
 Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,
 Aan de Heer Inspecteur-generaal van de algemene inspectie van de federale en de lokale politie,
 Ter informatie :
 Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,
 Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,
 Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,
 Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,
 Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,
 Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,
 Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,
 Mijnheer de Commissaris-generaal,
 Mijnheer de Inspecteur-generaal,
 Dames en Heren,

1. Retroacta

De zogenaamde « primo-benoemingen » op grond van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie en op grond van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie, zijn, behoudens enkele uitzonderingen, achter de rug.

Het naderen van de volgende belangrijke stap, namelijk de tussen-tijdse evaluatie, die moet plaatsvinden op het einde van het derde jaar van de uitoefening van het mandaat (zie infra), noopt terstond tot het geven van richtlijnen. Deze richtlijnen beogen een transparante en eenvormige procedure, zodoende dat iedere mandaathouder op gelijke wijze zal worden geëvalueerd.

Dit is de enige doelstelling van deze omzendbrief. De regeling « en régime » zal het voorwerp uitmaken van latere richtlijnen.

2. Wettelijke en reglementaire grondslagen

Wat de voormelde problematiek betreft, zijn de volgende wettelijke en reglementaire teksten van belang :

— Wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid de artikelen 48, 49, 51 en 107 (« WGP » - STS/ST2);

— Wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, inzonderheid het artikel 33 (« LSW » - STS/ST3);

— Koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie;

— Koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie;

— Arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, en particulier les articles VII.III.2 à VII.III.4, VII.III.47, VII.III.48, VII.III.51, VII.III.52, VII.III.55 à VII.III.57, VII.III.89 à VII.III.99, VII.III.101 à VII.III.109, VII.III.124, VII.III.125, VII.III.129 à VII.III.137, XI.II.17, XI.II.18 et XI.III.27 (« PJPol » - STS/ST6/1);

— Arrêté royal du 19 avril 2002 fixant certaines dispositions statutaires spécifiques relatives aux personnes désignées à certains emplois de la police fédérale, de la police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (STS/ST92);

— Arrêté royal du 5 décembre 2003 modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2002 fixant certaines dispositions statutaires spécifiques relatives aux personnes désignées à certains emplois de la police fédérale, de la police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;

— Arrêté ministériel du 28 décembre 2001 portant exécution de certaines dispositions de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (« AEPol » - STS/ST7);

— Arrêté ministériel du 22 avril 2003 fixant la procédure de traitement administratif des matières visées à la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

3. Evaluations intermédiaires : position du problème

Il convient de distinguer deux types d'évaluations intermédiaires : l'une est générale et prévue par le PJPol, l'autre est spécifique aux commissaires (par opposition aux commissaires divisionnaires) mandataires.

3.1. Evaluation intermédiaire prévue par le PJPol

L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 avril 2002 fixant certaines dispositions spécifiques relatives aux personnes désignées à certains emplois de la police fédérale, de la police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 décembre 2003, dit la section du PJPol relative à la périodicité de l'évaluation des mandataires (articles VII.III.88 – VII.III.91 PJPol), d'application conforme aux « primo-mandataires ».

La première évaluation intermédiaire, prévue par l'article VII.III.89 PJPol, intervient au plus tard trois ans après la date de désignation du mandataire dans son mandat. De commun accord entre le membre du personnel évalué et la commission d'évaluation, il peut être décidé de ne pas effectuer cette évaluation intermédiaire. Cette décision doit être mentionnée dans un document repris dans le dossier du mandat en cours.

3.2. Evaluation spécifique aux « commissaires primo-mandataires »

L'article 33 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police dispose que le « commissaire primo-mandataire », quelle que soit la catégorie à laquelle appartient son mandat, est nommé dans le grade de commissaire divisionnaire de police après la fin de la troisième année d'exercice de ce mandat à la condition qu'il n'ait pas fait l'objet d'une évaluation défavorable. L'évaluation en question doit être considérée comme une évaluation intermédiaire au sens de l'article VII.III.89 PJPol, à laquelle, eu égard à l'article 33 susmentionné, on ne peut pas renoncer. Cette évaluation, si elle est favorable, constitue d'ailleurs pour les mandataires susmentionnés une condition essentielle de la nomination au grade de commissaire divisionnaire de police.

C'est à cette évaluation intermédiaire obligatoire, qui est imminente, que se rapportent les directives de la présente circulaire.

Avant toute chose, et dans un souci de clarification, vous trouverez ci-dessous, à la lumière de l'article 33 précité, une vue d'ensemble de la situation statutaire des « commissaires primo-mandataires ».

— Koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, inzonderheid de artikelen VII.III.2 tot VII.III.4, VII.III.47, VII.III.48, VII.III.51, VII.III.52, VII.III.55 tot VII.III.57, VII.III.89 tot VII.III.99, VII.III.101 tot VII.III.109, VII.III.124, VII.III.125, VII.III.129 tot VII.III.137, XI.II.17, XI.II.18 en XI.III.27 (« RPPol » - STS/ST6/1);

— Koninklijk besluit van 19 april 2002 houdende specifieke statutaire bepalingen met betrekking tot personen aangesteld in bepaalde betrekkingen van de federale politie, de lokale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie (STS/ST92);

— Koninklijk besluit van 5 december 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2002 houdende specifieke statutaire bepalingen met betrekking tot personen aangesteld in bepaalde betrekkingen van de federale politie, de lokale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie;

— Ministerieel besluit van 28 december 2001 tot uitvoering van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (« UBPOL » - STS/ST7);

— Ministerieel besluit van 22 april 2003 tot bepaling van de administratieve behandeling van de aangelegenheden bedoeld in de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gesstructureerd op twee niveaus.

3. Tussentijdse evaluaties : probleemstelling

Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen twee vormen van tussentijdse evaluatie : een algemene evaluatie voorzien in het RPPol en een specifieke evaluatie voor de commissarissen-mandaathouders (in tegenstelling tot de hoofdcommissarissen).

3.1. Tussentijdse evaluatie voorzien in het RPPol

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 april 2002 houdende specifieke statutaire bepalingen met betrekking tot personen aangesteld in bepaalde betrekkingen van de federale politie, de lokale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, gewijzigd door artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 december 2003, maakt het hoofdstuk over de periodiciteit van de evaluaties van de mandaathouders (artikelen VII.III.88 – VII.III.91 RPPol) van overeenkomstige toepassing op de « primo-mandaathouders ».

De eerste tussentijdse evaluatie, voorzien in artikel VII.III.89 RPPol, geschieft ten laatste drie jaar na datum van aanwijzing van de mandaathouder in zijn mandaat. In onderling akkoord tussen het te evalueren personeelslid en de evaluatiecommissie kan beslist worden om deze tussentijdse evaluatie niet te houden. Deze beslissing moet neergeschreven worden in een document dat in het lopende mandaat-dossier wordt opgenomen.

3.2. Specifieke evaluatie voor « commissarissen primo-mandaathouders »

Artikel 33 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, bepaalt dat de 'commissaris primo-mandaathouder', ongeacht de categorie waartoe zijn mandaat behoort, na afloop van het derde jaar dat hij dit mandaat uitoefent, in de graad van hoofdcommissaris van politie wordt benoemd mits hij geen ongunstige evaluatie kreeg. De evaluatie waarvan sprake moet beschouwd worden als een tussentijdse evaluatie in de zin van artikel VII.III.89 RPPol waarvan, voormeld artikel 33 in aanmerking genomen, niet kan worden afgezien. Deze evaluatie, indien ze gunstig is, maakt voor de voornoemde mandaathouders immers een essentiële voorwaarde uit voor de benoeming in de graad van hoofdcommissaris van politie.

Het is op deze verplichte tussentijdse evaluatie, die nakend is, dat de richtlijnen van deze omzendbrief betrekking hebben.

Alvorens deze richtlijnen uit de doeken te doen vindt u hieronder, ter verduidelijking, in het licht van voormeld artikel 33, een overzicht van de statutaire toestand van de « commissarissen primo-mandaathouders ».

Catégorie de mandat	Nomination au grade de commissaire divisionnaire après trois ans	Commissionnement au grade de commissaire divisionnaire (de plein droit à partir de la publication de l'arrêté royal ad hoc au <i>Moniteur belge</i>)	Supplément de traitement pour exercice d'une fonction supérieure	Categorie mandaat	Benoeming in de graad van hoofd-commissaris na drie jaar	Aanstelling in de graad van hoofd-commissaris (van rechtswege vanaf bekendmaking koninklijk besluit ad hoc in <i>Belgisch Staatsblad</i>)	Weddebijslag uitoefening hogere functie
Catégories 1 et 2	- article 33 STS/ST3	- article 1 ^{er} de l'arrêté royal du 24 octobre 2002 portant commissionnement au grade de commissaire divisionnaire de police des commissaires de police titulaires d'un mandat de catégorie 1 ou 2	non	Categorie 1 en 2	- artikel 33 STS/ST3	- artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 oktober 2002 houdende aanstelling van de commissarissen van politie, houder van een mandaat van categorie 1 of 2, in de graad van hoofd-commissaris van politie	neen
≥ catégorie 3	- article 33 STS/ST3 - article 13 de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale - article 7 de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale	- article 3 de l'arrêté royal du 19 avril 2002 fixant certaines dispositions statutaires spécifiques relatives aux personnes désignées à certains emplois de la police fédérale, de la police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (STS/ST92) - article 3 de l'arrêté royal du 26 mai 2002 portant l'octroi d'une allocation unique à certains membres des zones excédentaires	Oui - article 1 ^{er} de l'arrêté royal du 19 april 2002 fixant certaines dispositions statutaires spécifiques relatives aux personnes désignées à certains emplois de la police fédérale, de la police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (STS/ST92)	≥ categorie 3	- artikel 33 STS/ST3 - artikel 13 van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie (STS/ST92) - artikel 7 van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie	- artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 april 2002 houdende specifieke statutaire bepalingen met betrekking tot personen aangesteld in bepaalde betrekkingen van de federale politie, de lokale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie (STS/ST92) - artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 mei 2002 houdende toekenning van eenmalige toelage aan sommige personeelsleden van bovenstaande zones	ja - artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 april 2002 houdende specifieke statutaire bepalingen met betrekking tot personen aangesteld in bepaalde betrekkingen van de federale politie, de lokale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie (STS/ST92)

3.3. Date de début du mandat

Il convient également d'apporter des éclaircissements quant à la date à prendre en considération pour le début du mandat. L'article VII.III.48, alinéa 2, PJPOL stipule que la durée du mandat, calculée en années, débute le jour de la prestation de serment. Or, en ce qui concerne les « primo-mandataires », on rencontre diverses situations. Pour certains, l'arrêté de désignation a précisé la date à laquelle le mandat prenait cours, ce qui n'a pas été le cas pour d'autres. D'autre part, certains « primo-mandataires » ont prêté serment (quelquefois bien après la date à laquelle ils ont commencé à exercer leur mandat), d'autres pas.

Dès lors, en ce qui concerne les « primo-mandataires », il y a lieu d'appliquer les règles suivantes. Si l'arrêté royal ou ministériel de désignation précise la date à laquelle le mandat prend cours, c'est de cette date que l'on tiendra compte pour calculer la durée du mandat, pour fixer le début de la procédure d'évaluation (voir point 6, infra), et pour fixer la date de nomination (voir point 7, infra). Dans le cas contraire, la date de début du mandat est celle à laquelle l'intéressé a effectivement commencé à exercer son mandat, qu'elle soit ou non concomitante avec la prestation de serment éventuelle.

4. Principes de l'évaluation

En régime, l'évaluation a notamment pour but de vérifier dans quelle mesure les mandataires ont rempli les objectifs mentionnés dans leur lettre de mission. Eu égard aux spécificités des premiers mandats et vu le temps écoulé depuis la désignation des « primo-mandataires », l'arrêté royal du 5 décembre 2003 déroge pour ceux-ci au système de la lettre de mission. Les articles 1^{erbis} à 1^{erdecies} de l'arrêté royal du 19 avril 2002 fixant certaines dispositions spécifiques relatives aux personnes désignées à certains emplois de la police fédérale, de la police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, insérés par l'article 2 de l'arrêté royal du 5 décembre 2003 susmentionné, prévoient donc pour l'évaluation des « primo-mandataires » une procédure particulière, développée ci-après, qui déroge quelque peu au système d'évaluation prévu par le PJPOL.

3.3. Begindatum van het mandaat

Het is eveneens nuttig om duidelijkheid te scheppen wat betreft de in aanmerking te nemen aanvangsdatum van het mandaat. Artikel VII.III.48, tweede lid, RPPol, stelt dat de duur van het mandaat, gerekend in jaren, ingaat de dag van de eedaflegging. Wat de « primo-mandaathouders » betreft, zijn er evenwel verschillende situaties. Soms bepaalt het besluit tot aanwijzing de datum van de aanvang van het mandaat, maar dit is dus niet altijd het geval. Anderzijds hebben sommige « primo-mandaathouders » wel (soms veel later dan de datum waarop ze hun mandaat zijn begonnen uit te oefenen) de eed afgelegd, terwijl anderen niet.

Wat de « primo-mandaathouders » betreft, dienen derhalve de volgende regels te worden toegepast. Indien het koninklijk of ministerieel besluit tot aanwijzing, de aanvangsdatum van het mandaat preciseert, neemt men deze datum in aanmerking voor de berekening van de duur van het mandaat, om de aanvang van de evaluatieprocedure vast te stellen (zie punt 6, infra) en om de datum van benoeming vast te stellen (zie punt 7, infra). In het tegenovergestelde geval is de aanvangsdatum van het mandaat deze waarop het betrokken personeelslid daadwerkelijk zijn ambt is begonnen uit te oefenen, ongeacht of deze datum overeenstemt met die van de eventuele eedaflegging.

4. Evaluatieprincipes

En régime weegt de evaluatie hoofdzakelijk af hoe de mandatarissen de vooropgestelde doelstellingen, vastgelegd in de opdrachtbrief, hebben vervuld. In het licht van de specifieke aard van de eerste mandaten en gezien de verlopen tijd sinds de aanwijzing van de « primo-mandaathouders », wijkt, wat de opdrachtbrief betreft, het koninklijk besluit van 5 december 2003, voor hen hiervan af. De artikelen 1^{erbis} tot 1^{erdecies} van het koninklijk besluit van 19 april 2002 houdende specifieke statutaire bepalingen met betrekking tot personen aangesteld in bepaalde betrekkingen van de federale politie, de lokale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, ingevoegd door artikel 2 van het voormeld koninklijk besluit van 5 december 2003, voorzien voor de evaluatie van de « primo-mandaathouders » in een, hierna uiteengesette, specifieke procedure die enigszins afwijkt van de evaluatieregeling voorzien in het RPPol.

4.1. Règles d'exercice du mandat

Le mandat de chef de corps de la police locale est exercé conformément aux missions légales visées aux articles 44 et 45 LPI, à l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population, et aux plans zonaux de sécurité valables pendant la durée du mandat (article 1^{er} bis de l'arrêté royal du 19 avril 2002, susmentionné).

Les mandats de la police fédérale sont exercés, par les mandataires concernés concrètement par la présente circulaire, conformément aux dispositions de la LPI qui leur sont applicables, aux missions visées à l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale, et aux plans nationaux de sécurité valables pendant la durée de leur mandat (article 1^{er} ter de l'arrêté royal du 19 avril 2002).

Les titulaires des mandats visés ci-dessus rédigent un rapport synoptique dans lequel ils exposent la manière dont ils ont rempli leur mandat. Ce rapport reprend de manière concrète et logique les projets, programmes, plans d'action et autres activités similaires (article 1^{er} quinquies de l'arrêté royal du 19 avril 2002).

4.2. Contenu de l'évaluation

L'évaluation mesure principalement la manière dont les mandataires ont fonctionné, dans quelle mesure ils ont exercé leur mandat avec les moyens mis à leur disposition et conformément, selon le cas, aux articles 1^{er} bis ou 1^{er} ter de l'arrêté royal du 19 avril 2002 susmentionné. Elle a notamment pour but de déterminer si le mandat peut être maintenu ou s'il doit y être prématurément mis fin.

L'évaluation se déroule d'une manière descriptive. Le rapport d'évaluation est rédigé suivant le schéma annexé à l'arrêté royal du 5 décembre 2003 modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2002 fixant certaines dispositions statutaires spécifiques relatives aux personnes désignées à certains emplois de la police fédérale, de la police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (article 1^{er} sexies de l'arrêté royal du 19 avril 2002).

L'évaluation par la commission d'évaluation compétente (voir *infra*) a lieu sur base des données qui ressortent des pièces, en ce compris le rapport synoptique visé au point 4.1 ci-dessus, des enquêtes et des constatations que l'inspection générale a réalisées dans le cadre de ses missions. Les données susvisées sont examinées lors de l'entretien d'évaluation du mandataire avec la commission d'évaluation (art. 1^{er} septies de l'arrêté royal du 19 avril 2002).

Un dossier est ouvert par mandataire. Ce dossier fait partie du dossier personnel. Il contient toutes les pièces pertinentes au mandat exercé, dont celles qui sont énumérées à l'article 1^{er} decies de l'arrêté royal du 19 avril 2002.

5. Autorités compétentes pour l'évaluation et rôle de divers intervenants

5.1. Autorités compétentes.

L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 avril 2002 fixant certaines dispositions spécifiques relatives aux personnes désignées à certains emplois de la police fédérale, de la police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 décembre 2003, dit la section du PJPOL relative aux commissions d'évaluation des mandataires (articles VII.III.92 – VII.III.99 PJPOL), d'application conforme aux « primomandataires ».

Concrètement, les évaluations intermédiaires basées sur l'article 33 LSW, susmentionnées, ne concernent que des membres du personnel titulaires de mandats de chef d'un corps de police locale, de directeur coordinateur administratif, de directeur judiciaire ou de directeur au sein des services centraux de la police fédérale.

Sont compétentes pour procéder à l'évaluation de ces mandataires, les commissions d'évaluation composées conformément à l'article VII.III.92 et, respectivement, aux articles VII.III.93, VII.III.96, VII.III.97 et VII.III.99 PJPOL.

4.1. Regels omtrent de uitoefening van het mandaat

Het mandaat van korpschef van de lokale politie wordt uitgeoefend in overeenstemming met de wettelijke opdrachten bedoeld in de artikelen 44 en 45 WGP, het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren, en de tijdens hun mandaattermijn geldende zone veiligheidsplannen (artikel 1^{er} bis van het voormeld koninklijk besluit van 19 april 2002).

De mandaten in de federale politie worden uitgeoefend door de mandatarissen bedoeld in deze omzendbrief in overeenstemming met de op hen van toepassing zijnde bepalingen van de WGP, de opdrachten bedoeld in het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie en de tijdens hun mandaattermijn geldende nationale veiligheidsplannen (artikel 1^{er} van het koninklijk besluit van 19 april 2002).

De hierboven bedoelde mandaathouders stellen een synoptisch verslag op waarin zij uiteenzetten hoe zij hun mandaat hebben vervuld. In dit verslag wordt op een concrete en logische wijze melding gemaakt van projecten, programma's, actieplannen en allerhande hieraan verwante activiteiten (artikel 1^{er} quinquies van het koninklijk besluit van 19 april 2002).

4.2. Inhoud van de evaluatie

De evaluatie weegt hoofdzakelijk af hoe de mandaathouders hebben gefunctioneerd en in welke mate zij met de hun ter beschikking gestelde middelen hun mandaat hebben uitgeoefend overeenkomstig, naar gelang van het geval, de artikelen 1^{er} bis of 1^{er} van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 2002. Ze heeft inzonderheid tot doel uit te maken of het mandaat kan worden voortgezet dan wel voortijdig moet worden beëindigd.

De evaluatie gebeurt op een beschrijvende wijze. Het evaluatieverslag wordt opgesteld volgens het schema zoals vastgesteld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 5 december 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2002 houdende specifieke statutaire bepalingen met betrekking tot personen aangesteld in bepaalde betrekkingen van de federale politie, de lokale politie en van de algemene inspectie van de federale en van de lokale politie (artikel 1^{er} sexies van het koninklijk besluit van 19 april 2002).

De evaluatie door de bevoegde evaluatiecommissie (zie *infra*) geschiedt op grond van de gegevens die blijken uit de stukken met inbegrip van het synoptisch verslag bedoeld in punt 4.1. hierboven, uit de bevragingen en uit de vaststellingen van de algemene inspectie die deze heeft gedaan in het raam van haar opdrachten. De voornoemde gegevens worden getoetst tijdens het evaluatiegesprek van de evaluatiecommissie met de mandaathouder (artikel 1^{er} septies van het koninklijk besluit van 19 april 2002).

Per mandaathouder wordt een mandaatt dossier opgesteld dat deel uitmaakt van het persoonlijk dossier. Het omvat alle stukken die relevant zijn voor het uitgeoefende mandaat, waaronder deze opgesomd in artikel 1^{er} decies van het koninklijk besluit van 19 april 2002.

5. Bevoegde overheden voor de evaluatie en rol van diverse intervenianten

5.1. Bevoegde overheden

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 april 2002 houdende specifieke statutaire bepalingen met betrekking tot personen aangesteld in bepaalde betrekkingen van de federale politie, de lokale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, gewijzigd door artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 december 2003, maakt het hoofdstuk van het RPPOL over de evaluatiecommissies van mandatarissen (artikelen VII.III.92 – VII.III.99 RPPOL) van overeenkomstige toepassing op de « primomandaathouders ».

Concreet zijn de voormelde tussentijdse evaluaties op basis van artikel 33 WGP enkel van toepassing op personeelsleden die titularis zijn van een mandaat van korpschef van de lokale politie, van bestuurlijke directeur-coördinator, van gerechtelijke directeur of van directeur binnen de centrale diensten van de federale politie.

De evaluatiecommissies samengesteld overeenkomstig artikel VII.III.92 RPPOL en, respectievelijk, de artikelen VII.III.93, VII.III.96, VII.III.97 en VII.III.99 RPPOL, zijn bevoegd om de evaluaties van deze mandaathouders uit te voeren.

5.2. Rôle du président de la commission d'évaluation compétente

Pour le bon fonctionnement de la commission d'évaluation, il convient que son président joue un rôle directeur dans ses travaux. En principe, le président doit lui-même effectuer les enquêtes visées à l'article 1*septies* de l'arrêté royal du 19 avril 2002 susmentionné. Il doit prendre les initiatives nécessaires pour garantir le bon déroulement de l'évaluation. Il prend ainsi contact avec les différents membres de la commission d'évaluation en leur demandant de lui faire connaître leur vision du fonctionnement du mandataire à évaluer. Il leur demande également s'ils estiment nécessaire d'interroger certaines personnes ou certains services.

Le président peut effectuer lui-même ces enquêtes ou les faire exécuter par l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (ci-après AIG).

Vu le nombre de mandataires à évaluer, les demandes doivent être limitées au strict nécessaire. Il ne peut absolument pas être question de répercuter cette tâche importante sur l'AIG, sous peine de rendre son travail impossible en la paralysant. Afin d'éviter une telle situation, le président motivera la demande d'enquête qu'il adressera à l'AIG. En cas de contestations entre l'AIG et le président de la commission d'évaluation sur le bien-fondé de cette demande, la décision finale revient au Ministre de l'Intérieur.

Les enquêtes peuvent être effectuées auprès des autorités administratives et judiciaires, des collaborateurs directs sous l'autorité du mandataire, et auprès de toute personne susceptible d'apporter des données nécessaires à l'évaluation du mandataire (article VII.III.102 PJPOL). Ces enquêtes doivent néanmoins être exécutées d'une manière aussi objective et pertinente que possible. Il y a lieu d'éviter absolument de mettre en péril la sévérité d'un service déterminé. Les personnes à interroger doivent par conséquent être soigneusement choisies. Lors du choix, le président doit principalement se laisser guider par les éléments pertinents qu'un membre du personnel peut apporter relativement à l'évaluation du mandataire.

Le président de la commission d'évaluation informe le mandataire, au minimum un mois à l'avance, du moment où ce dernier sera entendu sur les prestations fournies dans le cadre de son mandat. Le rapport d'évaluation, enfin, doit être établi conformément au schéma contenu dans l'annexe à l'arrêté royal du 5 décembre 2003.

Dans l'attente des modifications législatives ad hoc et afin de faciliter le travail des différentes commissions, je demande aux présidents desdites commissions d'assurer, avec du personnel dépendant de leurs services, les tâches de secrétariat y compris la constitution des dossiers.

5.3. Rôle de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale

L'inspecteur général de la police fédérale et de la police locale fait partie de toutes les commissions d'évaluation visées au point 5.1.

Lorsque l'inspecteur général préside une commission d'évaluation, il exerce les mêmes tâches et compétences que les autres présidents. Toutefois, si l'inspecteur général participe à la commission d'évaluation comme membre ordinaire, il lui appartient d'apporter les éléments qu'il détient comme prévu à l'annexe à l'arrêté royal du 5 décembre 2003. Pour pouvoir remplir cette mission de façon effective, l'inspecteur général doit jouer un rôle actif dans la collecte des informations nécessaires, notamment par l'intermédiaire des services déconcentrés.

L'inspecteur général doit aussi pouvoir compter sur la collaboration de tous les services d'audit et de tous les organes de contrôle, tant internes que, le cas échéant, externes. A cette fin, le service inspection de l'AIG exécute différentes missions de contrôle qui ne doivent pas nécessairement tendre à contrôler le mandataire, mais qui doivent permettre à la commission d'évaluation de préparer l'entretien avec le mandataire à évaluer. A la lumière de ce qui précède, tout audit d'une police locale exécuté à la demande du chef de corps, du conseil de police, du collège de police ou à l'initiative de tout autre service ou autorité compétents au sens large, doit être transmis à l'AIG.

5.2. Rol van de voorzitter van de bevoegde evaluatiecommissie

Voor de goede werking van de evaluatiecommissie strekt het tot aanbeveling dat de voorzitter van de evaluatiecommissie een leidende rol op zich neemt in de werkzaamheden van de betrokken evaluatiecommissie. De voorzitter moet in principe zelf instaan voor de eventuele bevragingen zoals bedoeld in artikel 1*septies* van het voormalige koninklijk besluit van 19 april 2002. Hij dient de nodige initiatieven te nemen om een vlot verloop van de evaluatie te waarborgen. Zo neemt hij contact op met de verschillende leden van de evaluatiecommissie met het verzoek hem in kennis te stellen van hun visie betreffende het functioneren van de te evalueren mandaathouder. Hij vraagt hen tevens of zij het nodig achten bepaalde personen of diensten te bevragen.

De voorzitter kan deze bevragingen zelf uitvoeren of laten uitvoeren door de algemene inspectie van de federale politie en lokale politie (hierna AIG).

Gelet op het groot aantal te evalueren mandaathouders, moet het aantal verzoeken beperkt worden tot het alleroordzakelijkste. Het mag absoluut niet de bedoeling zijn om deze belangrijke taak af te wentelen op de AIG, op het gevaar af haar werking te hypothekeren. Om dergelijke situaties te vermijden, zal de voorzitter het verzoek tot bevraging, dat hij aan de AIG richt, motiveren. Bij bewijstellingen omtrent de gegrondheid van deze aanvraag tussen de AIG en de voorzitter van de evaluatiecommissie, ligt de uiteindelijke beslissing bij de Minister van Binnenlandse Zaken.

De bevragingen kunnen geschieden bij de bestuurlijke en gerechtelijke overheden, de onmiddellijke medewerkers die onder het gezag staan van de mandataris, alsook bij eenieder die voor de evaluatie van de mandataris nuttige gegevens kan aanbrengen (artikel VII.III.102 RPPol). Niettemin dienen deze bevragingen op een zo objectief en relevant mogelijke manier uitgevoerd te worden. Er moet absoluut worden vermeden de sereniteit in een bepaalde dienst in het gedrang te brengen. De te bevragen personen dienen bijgevolg op een zeer zorgvuldige wijze te worden uitgekozen. Bij de keuze moet de voorzitter zich in hoofdzaak laten leiden door de relevante elementen die een personeelslid kan aanbrengen met betrekking tot de evaluatie van de mandaathouder.

De voorzitter van de evaluatiecommissie brengt de mandaathouder ten minste één maand op voorhand op de hoogte van het tijdstip waarop hij gehoord zal worden over zijn prestaties geleverd in het raam van zijn mandaat. Ten slotte dient het evaluatieverslag opgemaakt te worden overeenkomstig het model zoals vervat in de bijlage bij het koninklijk besluit van 5 december 2003.

In afwachting van wettelijke aanpassingen ad hoc en ter vereenvoudiging van het werk van de verscheidene commissies, verzoek ik de voorzitters van deze commissies om, samen met de personeelsleden die deel uitmaken van hun diensten, in te staan voor het secretariaatswerk waaronder de samenstelling van de dossiers.

5.3. Rol van de algemene inspectie van de federale politie en lokale politie

De inspecteur-generaal van de algemene inspectie van de federale en lokale politie maakt deel uit van alle evaluatiecommissies zoals bedoeld in punt 5.1.

Wanneer de inspecteur-generaal een evaluatiecommissie voorzit, heeft hij dezelfde taken en bevoegdheden als de andere voorzitters. Indien de inspecteur-generaal echter deelneemt als gewoon lid van de evaluatiecommissie, is hij gehouden om de elementen zoals vervat in de bijlage bij het koninklijk besluit van 5 december 2003 aan te brengen. Om deze opdracht op een effectieve wijze te kunnen verwezenlijken, moet de inspecteur-generaal een actieve rol op zich nemen bij het verzamelen van de nodige inlichtingen, ondermeer via de gedeconcentreerde diensten.

De inspecteur-generaal moet op de medewerking kunnen rekenen van alle, in voorkomend geval, zowel interne als externe auditdiensten en controle-organen. Hiertoe voert de inspectiedienst van de AIG verschillende controleopdrachten uit die niet noodzakelijk gericht hoeven te zijn op het controleren van de mandaathouder maar de evaluatiecommissie in de mogelijkheid moet stellen om het gesprek met de te evalueren mandaathouder voor te bereiden. In het licht hiervan moet elke audit van een lokale politie uitgevoerd op gemotiveerde vraag van de korpschef, de politieraad of het politiecollege, of op initiatief van enige andere dienst of bevoegde overheid in de ruime zin, overgezonden worden aan de AIG.

6. Procédure et traitement administratif du dossier

J'invite les mandataires concernés par les présentes directives à rédiger dès à présent le rapport synoptique visé au point 4.1, afin de faciliter la procédure d'évaluation.

Dès le premier jour du trente-troisième mois qui suit celui au cours duquel le mandat a pris cours (pour la détermination de la date de début du mandat, voyez le point 3.3 ci-dessus), le « commissaire primo-mandataire » visé au point 3.2 adresse sa demande d'évaluation au président de la commission d'évaluation compétente, lequel prend alors les mesures nécessaires afin que l'évaluation puisse intervenir dans les meilleures délais une fois écoulée la troisième année d'exercice du mandat. Concrètement, le président de la commission d'évaluation est, selon le cas, le bourgmestre ou le président du collège de police (commission d'évaluation pour la fonction de chef de corps : article VII.III.93 PJPOL) ou l'inspecteur général (commission d'évaluation pour la fonction de directeur-coordonnateur administratif ou de directeur judiciaire : articles VII.III.96 et VII.III.97 PJPOL). Un arrêté royal déterminera prochainement, en application de l'article VII.III.99 PJPOL, la composition de la commission d'évaluation pour les mandats de directeur au sein de la police fédérale. En attendant la publication de cet arrêté royal, tout courrier relatif à l'évaluation desdits directeurs sera adressé à la Direction de la mobilité et de la gestion des carrières, gestion des officiers, de la Direction générale des Ressources humaines de la police fédérale (DGP/DPMO).

Le président de la commission d'évaluation veille à collecter ou faire collecter toutes les informations requises en vue de l'évaluation du mandataire. Il convoque ce dernier pour un entretien d'évaluation selon les modalités précisées au point 5.2. Les prescriptions de procédure contenues aux articles VII.III.103 à VII.III.109 PJPOL sont applicables pour le surplus.

Le rapport d'évaluation est, au terme de la procédure, transmis au conseil communal ou au conseil de police, si le mandataire évalué est un chef d'un corps de police locale, ou au commissaire général, si le mandataire appartient à la police fédérale. Ces autorités veillent aux formalités consécutives à l'évaluation.

Sur base de l'article 5, § 1^{er}, 4^e, d) et e), de l'arrêté ministériel du 22 avril 2003 fixant la procédure de traitement administratif des matières visées à la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, la Direction générale Politique de sécurité et de prévention est compétente pour le traitement administratif des dossiers. C'est donc à elle que les autorités susmentionnées transmettent la suite du dossier relatif à l'évaluation du mandataire.

7. Conséquences pécuniaires de la nomination au grade de commissaire divisionnaire

Les « commissaires primo-mandataires » qui rentrent dans les conditions de l'article 33 LSW et auront fait l'objet d'une évaluation favorable sont promus au grade de commissaire divisionnaire après la fin de la troisième année d'exercice de leur mandat (pour le calcul de la durée du mandat, voyez le point 3.3, ci-dessus).

Conformément aux principes applicables en la matière, l'échelle de traitement O5 est attribuée aux intéressés le premier jour du mois qui suit la date de leur nomination au grade de commissaire divisionnaire ou, si cette date coïncide avec le premier d'un mois, immédiatement. Les deux exemples suivants permettront d'illustrer cette règle. Le « commissaire primo-mandataire » dont le mandat a débuté le 16 mars 2002 est nommé au grade de commissaire divisionnaire le 16 mars 2005 et l'échelle de traitement O5 lui est attribuée le 1^{er} avril 2005. Celui dont le mandat a débuté le 1^{er} mars 2001 est nommé commissaire divisionnaire le 1^{er} mars 2004 et se voit attribuer, ce même jour, l'échelle de traitement O5.

J'espère que les directives données ci-dessus contribueront à un déroulement aisé et correct des procédures d'évaluation en question.

Le Ministre,

P. DEWAEL

6. Procedure en administratieve afhandeling van het dossier

Ik verzoek de bij deze omzendbrief bedoelde mandaathouders het synoptisch verslag, zoals bedoeld in punt 4.1, op te stellen, om also de evaluatieprocedure te vergemakkelijken.

Vanaf de eerste dag van de drieëndertigste maand die volgt op deze waarin het mandaat een aanvang nam (zie hiervoor punt 3.3), zendt de « commissaris primo-mandaathouder », zoals bedoeld in punt 3.2, zijn aanvraag tot evaluatie naar de voorzitter van de bevoegde evaluatiecommissie. Die neemt vervolgens de nodige maatregelen opdat de evaluatie zo snel mogelijk zou kunnen plaatsvinden, éénmaal het mandaat drie jaar uitgeoefend. Concreet is de voorzitter van de evaluatiecommissie, naar gelang van het geval, de burgemeester of de voorzitter van het politiecollege (evaluatiecommissie voor de functie van korpschef : artikel VII.III.93 RPPol) of de inspecteur-generaal (evaluatiecommissie voor de functie van bestuurlijke directeur-coördinator of gerechtelijke directeur : artikel VII.III.96 en VII.III.97 RPPol). Een koninklijk besluit zal weldra, bij toepassing van artikel VII.III.99 RPPol, de samenstelling van de evaluatiecommissie voor de mandaten van directeur binnen de federale politie bepalen. In afwachting van de bekendmaking van dit koninklijk besluit, zal alle briefwisseling met betrekking tot de evaluatie van deze directeurs verzonden worden naar de Directie van de mobiliteit en het loopbaanbeheer, beheer van de officieren, van de Algemene directie van het personeel van de federale politie (DGP/DMPO).

De voorzitter van de evaluatiecommissie ziet toe op de inzameling van de vereiste gegevens met het oog op de evaluatie van de mandaathouder. Hij roept deze laatste op voor een evaluatiegesprek overeenkomstig de modaliteiten bepaald in punt 5.2. Daarenboven zijn de procedurevoorschriften, vervat in de artikelen VII.III.103 tot VII.III.109 RPPol van toepassing.

Het evaluatieverslag wordt, krachtens die procedure, overgezonden naar de gemeenteraad of de politieraad indien de te evalueren mandaathouder een korpschef van de lokale politie is of naar de commissaris-generaal indien de mandaathouder deel uitmaakt van de federale politie. Deze overheden waken over de formaliteiten inherent aan de evaluatie.

Op grond van artikel 5, § 1, 4^e, d) en e) van het ministerieel besluit van 22 april 2003 tot bepaling van de administratieve behandelingsprocedure van de angelegenheden bedoeld in de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gesstructureerd op twee niveaus, is de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid bevoegd voor de verdere administratieve afhandeling van de dossiers. Het is derhalve aan deze directie dat voormelde overheden hun dossier met betrekking tot de evaluatie van de mandaathouders moeten bezorgen.

7. Geldelijke gevolgen van de benoeming in de graad van hoofdcommissaris

De « commissaris primo-mandaathouders » die onder de voorwaarden vallen bedoeld in artikel 33 WGP en die een gunstige evaluatie hebben gekregen, worden bevorderd in de graad van hoofdcommissaris na afloop van het derde jaar van de uitoefening van hun mandaat (voor de berekening van de duur van het mandaat, zie punt 3.3 hierboven).

Overeenkomstig de in deze materie toepasselijke principes, wordt de loonschaal O5 aan de betrokkenen toegekend vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van hun benoeming in de graad van hoofdcommissaris. Wanneer deze datum samenvalt met de eerste dag van een maand, wordt voormelde loonschaal onmiddellijk toegekend. Twee voorbeelden ter verduidelijking : de « commissaris primo-mandaathouder » wiens mandaat een aanvang heeft genomen op 16 maart 2002 wordt benoemd in de graad van hoofdcommissaris op 16 maart 2005 en de loonschaal O5 wordt hem toegekend op 1 april 2005. Degene van wie het mandaat een aanvang heeft genomen op 1 maart 2001 wordt benoemd tot hoofdcommissaris op 1 maart 2004 en krijgt dezelfde dag de loonschaal O5 toegekend.

Ik hoop dat bovengaande richtlijnen zullen bijdragen tot een vlot en correct verloop van de beoogde evaluatieprocedures.

De Minister,

P. DEWAEL